



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 20 AU 27 SEPTEMBRE 2017

Activités des composantes de la MONUSCO :

Le 21 septembre, deux hélicoptères de la MONUSCO ont été mobilisés pour déployer à Wikong dans le territoire de Luilu, province Lomami, plus de 5 tonnes de matériel de la CENI pour l'enrôlement des électeurs et la révision du fichier électoral. Grâce à cet appui logistique de la MONUSCO, tout le matériel d'enrôlement des électeurs a été déployé dans la province de Lomami.

Dans le Kasai, 20 tonnes de matériels ont été transportés à Luebo par route du mercredi 20 au dimanche 24 septembre 2017 par les contingents pakistanais et ghanéens. Ils s'ajoutent au 1,7 tonne de matériel qui a été déployé par vol MONUSCO de Kananga vers Luebo le 12 sept 2017.

Rappelons que pour la province du Kasai central plus de 15 tonnes de matériel d'enrôlement des électeurs avaient été convoyées à Dimbelenge en deux rotations par route grâce au contingent pakistanais de la Force de la MONUSCO.

Cet appui au déploiement fait partie du soutien apporté par les Nations Unies au processus de révision du fichier électoral en République démocratique du Congo.

Le dimanche 24 septembre, une délégation, conduite par le directeur du Bureau de la MONUSCO Kananga ainsi qu'un représentant d'OCHA, s'est rendue pour la première fois dans la Province de Sankuru.

L'objectif de cette visite était d'échanger avec les autorités provinciales et la société civile sur la situation sécuritaire et la situation humanitaire dans la province de Sankuru. La MONUSCO et OCHA ont respectivement présenté leurs mandats afin d'entamer avec les autorités provinciales et la société civile le processus d'identification des besoins d'appui.

Protection de l'enfant :

Durant la semaine écoulée, la chef de la section Protection de l'enfant de la MONUSCO s'est rendue à New York pour présenter aux États membres de l'Assemblée générale des Nations Unies, les progrès réalisés en matière d'élimination du recrutement d'enfants par les FARDC.

Elle a également fait cas de l'adoption récente d'une directive de la Force de la MONUSCO pour protéger les enfants avant, pendant et après les opérations militaires. Aussi, a-t-elle évoqué le lancement du projet exécuté

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

en appui aux acteurs de la justice militaire en vue de lutter contre l'impunité des auteurs de recrutements d'enfants.

Ce mercredi 27 septembre 2017, la MONUSCO organise un atelier de travail et de lancement officiel dudit projet. Sont attendus à cet atelier, l'ambassade de la Belgique, le PNUD, l'Unicef, les hautes autorités de la justice militaire congolaise, Association du Barreaux Américains (ABA), Avocat sans frontières, le bureau du Représentant personnel du Chef de l'Etat chargé de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants et d'autres partenaires.

La MONUSCO note avec satisfaction la matérialisation de l'engagement des juridictions militaires à mettre fin à l'impunité des auteurs de violations des droits de l'enfant. En Ituri, la Cour militaire de Kisangani a traité des affaires portant, entre autres, sur des meurtres et des violences sexuelles commis contre des enfants.

Afin de garantir que justice soit rendue aux enfants victimes, la section s'emploie à mettre à la disposition de la Cour des données et statistiques qu'elle a collectées sur les individus inculpés.

D'un autre côté, dans la province du Kasai, deux leaders de la milice Kamuina Nsapu ont été arrêtés par les FARDC. Leurs rôles et crimes restent à identifier notamment en ce qui concerne les crimes commis à l'encontre des enfants, afin que la Justice puisse être saisie.

Chaque semaine, des enfants des régions du Kasai et de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), courent le risque d'être victimes de recrutement, de meurtre, de mutilation, de viol, d'enlèvement et d'autres formes de violations de leurs droits fondamentaux.

Du 18 au 22 septembre 2017, ce sont 49 cas de violations graves de droits de l'enfant qui ont été documentés par la section Protection de l'enfant de la MONUSCO. Près de la moitié de violations répertoriées, durant la période considérée, concernent le recrutement et l'utilisation d'enfants, dont 13 d'entre eux n'ont pas encore atteint l'âge de 15 ans. Ceci constitue un crime de guerre.

Dans la même période, la section protection de l'enfant a aussi enregistré des cas de meurtres (8 garçons et une fille), de mutilations (4 garçons et une fille), d'enlèvement (3 garçons), de viols (deux filles) et d'attaques contre deux écoles et un hôpital. Les auteurs sont des éléments des milices Twa et Kamuina Nsapu, des groupes armés Mayi-Mayi Mazembe, ADF et FRPI ainsi que des agents des forces de défense congolaises.

A Kabinda dans la province de Lomami, la MONUSCO a effectué une première mission afin d'évaluer l'impact des violences et violations commises à l'encontre des enfants. L'un des points importants émanant de cette mission est le besoin réel et urgent de mettre en place un système de suivi et de documentation des violations commises contre les enfants dans cette zone.

À travers un projet de réduction de la violence communautaire mise en place par un partenaire local, la section supervise à Komanda en Ituri des activités de soutien psycho-social pour des enfants démobilisés des groupes armés et des femmes et filles survivantes de violences sexuelles au sein des groupes armés, notamment des FRPI. Enfants et femmes produisent des savons artisanaux et peuvent ainsi bénéficier de petites sources de revenus.

Le 21 septembre 2017, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, la section de la protection de l'Enfant, en collaboration avec la police des Nations Unies et d'autres partenaires locaux, a organisé un concours de peinture auquel les écoliers de l'Ecole Belge de Ruwenzori-Beni ont participé. Des outils de peinture ont été distribués à tous les participants et des prix ont été décernés aux gagnants.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Les officiers de la police des Nations Unies à Uvira dans la province du Sud-Kivu ont été formés le 21 septembre dernier, sur la thématique de l'exploitation et abus sexuels. Cette formation était organisée par le bureau secteur de la police des Nations Unies d'Uvira.

La séance de sensibilisation avait pour objectif d'outiller les officiers de police des Nations Unies sur les questions liées aux exploitations et abus sexuels, « SEA » (Sexual Exploitation and Abuse) en anglais. Une journée de travail faite d'exposés et d'échanges autour du thème « Ne faites pas de fausses allégations » a permis à l'équipe d'officiers de police de comprendre et de mieux cerner les règles de conduite qui gouvernent le travail et le personnel des Nations Unies.

L'animatrice de la session de formation, l'officier de police Camara Fatoumata, point focal SEA à Uvira, a beaucoup insisté sur le comportement exemplaire que doit avoir le fonctionnaire des Nations Unies en général et la police des Nations Unies en particulier. Pour Mme Camara Fatoumata, le contact quotidien et permanent qu'entretient la police des Nations Unies avec la population fait de celle-ci le miroir de la mission dans son ensemble.

A l'appui de l'exposé, chaque participant a reçu une copie de la déclaration solennelle et les directives sur les exploitations et abus sexuels.

Toujours dans le cadre de ses efforts pour lutter contre les violences et l'exploitation sexuelle, samedi dernier, la MONUSCO, à travers la section de Conduite et Discipline, a sensibilisé les élèves sur le thème « La population d'Uvira dit non aux exploitations et abus sexuels ». Plus de 600 élèves représentant les différents établissements d'enseignement secondaire d'Uvira, accompagnés de leurs enseignants ont pris part à cette journée de sensibilisation populaire contre les violences sexuelles.

La section Conduite et Discipline de la MONUSCO-Beni a pour sa part, organisé dimanche 24 septembre, une activité de sensibilisation par le théâtre, sur les abus et exploitations sexuels, les mécanismes de plainte et le principe de tolérance zéro.

Environ 1 500 personnes ont assisté à cette représentation théâtrale qui a porté sur la sensibilisation du code de conduite des agents de la MONUSCO et la lutte contre les abus et exploitations sexuels. Cette activité visait également la sensibilisation de la population locale par le théâtre, particulièrement, les femmes et les jeunes sur les règlements de l'ONU, de leur recommander à ne pas s'aventurer avec les agents de la MONUSCO afin qu'elles ne soient pas victimes, mais aussi de les informer sur les mécanismes de plainte et la mise en place de réseaux communautaires chargés d'alerter la section de Conduite et Discipline en cas d'abus.

Les participants ont recommandé que la section de Conduite et Discipline de la MONUSCO-Beni renforce les mécanismes de plainte et sanctionne sévèrement les agents de la MONUSCO qui commettent des cas d'abus et d'exploitation sexuelle.

Il convient de noter que la semaine dernière, la section Conduite et Discipline de la MONUSCO-Beni, s'est rendue à Eringeti et à Mayifasi, dans le territoire de Beni, pour des campagnes de sensibilisation sur le code de conduite des agents de la MONUSCO. Dans chaque localité, un comité chargé d'alerter la section sur des cas

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

éventuels a été mis en place. Ce comité dénommé Community Based Complaint Network (CBCN) est composé de leaders communautaires, des membres de la société civile, de groupes de femmes, de jeunes etc.

Droits de l'homme :

Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a organisé le week-end dernier, un atelier de renforcement de capacité de différentes autorités du territoire de Kongolo sur la promotion et la protection des droits politiques et libertés publiques en période électorale.

L'objectif de cette formation est de rappeler aux autorités locales, territoriales, aux forces de sécurité, à la police et à l'armée leurs obligations dans la protection et la promotion des droits de l'homme pendant la période électorale.

Cette formation a permis aussi une meilleure compréhension du rôle et responsabilité de la police nationale congolaise (PNC) et des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) en matière d'utilisation de la force ou des armes à feu lors des interventions contre les manifestations publiques. Environ 45 personnes dont 4 femmes ont pris part à cette formation.

Une autre formation a eu lieu le 26 septembre à Kalemie, province du Tanganyika en faveur des unités de la PNC et des FARDC basées dans la ville de Kalemie avec une participation des fonctionnaires locaux. La formation a porté sur la transformation des conflits dans la province du Tanganyika.

Au total, 100 participants dont 7 femmes ont bénéficié de cette formation qui avait pour objectif d'amener les différents acteurs à comprendre le processus de la documentation sur la violence sexuelle et sexiste, y compris le mécanisme d'assistance mis en place pour la province du Tanganyika et aussi sur les rôles et les responsabilités des autorités politico-militaires dans la protection de population civile secouée par le conflit intercommunautaire.

Activités de l'Equipe-pays :

Sud Kivu : de nouveaux déplacés enregistrés suite aux affrontements armés

L'activisme des forces et groupes armés menace la situation humanitaire au sud de la province du Sud-Kivu, frontalier au territoire de Kabambare dans le Maniema. Les affrontements qui y ont lieu entre l'armée congolaise et les nombreux groupes armés qui pullulent dans la région est à la base de cet état des choses.

Les derniers accrochages ont eu lieu en fin de semaine dernière, poussant des dizaines de milliers de civils à fuir leurs habitations. Ces personnes déplacées s'ajoutent aux 20 000 personnes dont le mouvement avait déjà été enregistré dans le secteur de Lulenge (territoire de Fizi) à la suite d'affrontements en juin et juillet 2017. Toutes ces personnes déplacées sont sans assistance faute de capacité financière à ce jour.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Une des conséquences directes est que l'ouverture du nouveau camp de réfugiés de Mulongwe, au sud de Baraka, pourrait aussi être retardée à cause des affrontements intervenus tout fraîchement les 24 et 25 septembre. Ce camp devrait accueillir les quelque 2 500 réfugiés et demandeurs d'asile burundais qui se trouvent actuellement à proximité de la base de la MONUSCO à Kamanyola, où des échauffourées avec l'armée avaient fait plus de 30 morts et quelque 100 blessés le 15 septembre dernier.

Maniema : intensification des activités de prévention contre le choléra

UNICEF et la Croix-Rouge du Maniema ont signé, le 20 septembre, un protocole d'accord visant la formation de 403 volontaires de 8 zones de santé à risque de choléra, sur les composantes WASH. L'Unicef a aussi appuyé la Division Provinciale de la Santé dans l'élaboration du Plan Multisectoriel d'élimination du choléra dans la province du Maniema. De son côté, l'ONG Tearfund a formé 13 journalistes travaillant dans des radios locales de la ville de Kindu, sur la promotion des pratiques essentielles d'hygiène et d'assainissement.

Visite de la Princesse de Hanovre Caroline en RDC

Son Altesse Royale la Princesse de Hanovre Caroline s'est rendue hier à Gbadolite, Nord-Ubangi, pour inaugurer un projet du HCR pour la fabrication de serviettes hygiéniques. Ce projet est soutenu par des partenaires comme ONU Femmes, la fondation AMADE et l'Ambassade de Brésil en RDC.

Le projet vise à améliorer la situation des femmes et filles réfugiées centrafricaines ainsi que de la communauté hôte en leur donnant la possibilité d'avoir accès à des serviettes hygiéniques abordables.

Ces serviettes sont fabriquées sur place à base de papyrus et de papiers usés. Ce projet est d'une importance capitale car le manque de serviette est un problème de santé. A travers la production et la vente de ces serviettes, les réfugiés et les autochtones ont une opportunité de se créer des revenus.

La Princesse Caroline poursuivra son voyage au Nord-Kivu pour d'autres activités avec le HCR, UNICEF et d'autres partenaires.

Lancement officiel du Rapport national sur le développement humain 2016

Le Rapport national sur le développement humain 2016 sera officiellement lancé le jeudi 28 septembre par le Premier Ministre Bruno Tshibala et le Directeur pays du PNUD. Ce rapport a pour thème « **Croissance inclusive, développement durable et défi de la décentralisation en République démocratique du Congo** ». Il s'interroge sur l'inclusivité de la croissance, la durabilité du développement et la gouvernance administrative pouvant garantir le développement humain pour toutes et tous.

C'est depuis 1990 que le PNUD appuie la préparation et la publication des Rapports nationaux qui présentent la situation de développement humain du pays de la période. L'intégralité du rapport sera disponible sur le site du web du PNUD www.cd.undp.org à partir du jeudi 28 septembre à 14 heures.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Journée internationale de lutte contre la rage

200 chiens de la ville province de Kinshasa ont été vaccinés contre la rage mardi 26 septembre lors de la Journée de vaccination démonstrative. Celle-ci est organisée par le Gouvernement Provincial de l'Agriculture et du Développement Rural en partenariat avec la FAO à l'occasion de la Journée Internationale de lutte contre la rage, célébrée le 28 septembre de chaque année.

Quatre sites ont été retenus pour cette campagne. Il s'agit de l'UPN-Mitendi, Victoire–Selembao, Rondpoint Ngaba-Kindele et Gare Centrale–Kimbanseke. En RDC Les communes de Mont Ngafula, Ngaliema et Kimbanseke pour la ville province de Kinshasa, les villes de Boma, Matadi, Moanda, Madimba dans la province du Kongo Central ainsi que la province du Kwango sont endémiques à la rage. En effet, la rage fait partie de cinq maladies zoonotiques (maladie qui peut se transmettre de l'animal à l'homme ou de l'homme à l'animal) prioritaires du projet de la FAO ECTAD.

Une journée de réflexion sous le thème, « Niveau zéro de Rage d'ici l'an 2030 » sera ensuite organisée dans la grande salle du jardin Botanique de Kinshasa dans la commune de la Gombe, le jeudi 28 septembre 2017. Cette journée a comme objectif de vulgariser les moyens de lutte contre la maladie en vue d'atteindre « Un monde, Une santé », répondant au programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale, financé par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement international (USAID)

Gestion des filières agropastorales en RD Congo

21 656 ménages directs et 18 156 ménages indirects dans le corridor de Butembo-Beni et Oicha (Nord-Kivu), Bunia-Mahagi (Ituri) et Walungu-Mwenga-Kitutu (Sud-Kivu) bénéficieront d'une assistance en outils aratoires et semences afin de renforcer leurs moyens d'existence.

Le projet prévoit de disposer une quantité importante des semences de qualité dans la zone (236 T de semences de maïs, 296 T de semences de haricot et 3800 Km de boutures de manioc, 80 T de semences de riz et 3300 rejets de bananier). Cela représente une augmentation d'environ 25 % de la production agricole et un accroissement de 25 % du revenu des ménages bénéficiaires.

Cette action, financée par le Fonds Social et exécutée par la FAO, vise à contribuer à renforcer la résilience et les moyens de subsistance des populations vulnérables. Elle répond à la demande d'assistance du Gouvernement congolais qui s'est engagé à accroître la sécurité alimentaire et les revenus des ménages agricoles par la promotion des filières agro-pastorales dans les provinces ciblées.

La FAO facilite l'accès à la terre des ex-combattants pour augmenter la production

1255 ex-combattants référencés par l'Unité d'Exécution nationale du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UEPNDDR) sont en voie d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Au nombre de 348 dans la filière agricole, 209 dans la pêche, 708 dans l'élevage et 10 dans la transformation des produits

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

agricoles, ces ex-combattants sont encadrés par la FAO en vue de leur assurer une intégration effective, productive et durable avec l'aide des communautés d'accueil.

Concernant la filière agricole chaque démobilisé a reçu un kit constitué de 15 kg haricot, 20 kg pomme de terre, 15 kg arachide, 10 kg maïs, 20 kg riz, une bêche, un pulvérisateur, un râteau, deux arrosoirs, deux houes, 637 mètres linéaires de boutures saines de manioc et 2 kg de semences maraîchères constituées de 4 carottes, gombo, aubergines, tomates et ail.

Ainsi, jusqu'en juin 2017, 364 kits agricoles ont été distribués auprès des ex-combattants ayant choisis leurs milieux de réintégration dans les provinces du Haut Katanga, Haut-Lomami, Ituri, Maniema, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika et la ville province de Kinshasa. La FAO a mobilisé ses partenaires et les Inspections agricoles locales de l'agriculture pour sensibiliser les membres des comités d'accueil (MCA), les chefs de terres, les autorités coutumières et politico-administratives, les leaders des communautés pour faciliter l'accès à la terre aux ex-combattants démobilisés

L'assistance de la FAO à travers le projet d'accompagnement des ex-combattants démobilisés pour leur réintégration socio-économique dans le secteur agricole avec les communautés d'accueil vise à amener les ex-combattants à abandonner durablement les armes et vivre des revenus de leurs activités agricoles de filières porteuses et surtout à imprimer la réconciliation nationale, la consolidation de la paix et la cohésion sociale en RD Congo.

Visite d'une délégation de haut niveau en RDC

Ce jeudi 28 septembre en début d'après-midi, le Ministre de la Santé Publique recevra, en présence du Représentant de l'OMS en RDC, une mission inter-institutions commune de haut niveau comprenant les parties-prenantes impliquées dans la lutte contre tuberculose et le VIH, en visite en RDC du 27 septembre au 6 octobre 2017. La délégation d'une dizaine de personnes, est composée des partenaires des agences et organismes internationaux suivants : OMS, ONUSIDA, Fonds mondial, Médecins Sans Frontières, PEPFAR, USAID.

Au cours de cette rencontre, les autorités de la RDC auront l'opportunité d'expliquer en détail le 'Plan d'urgence' national pour l'accélération du traitement du VIH. Ce Plan décrit les objectifs généraux et spécifiques, y compris le développement d'une prestation de services différenciée pour le VIH, le transfert de tâches, l'augmentation des sites de distribution communautaire pour les traitements antirétroviraux (TAR), le renforcement de la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des tests de dépistage du VIH chez les patients atteints de tuberculose.

Au cours de leur séjour en RDC, la Mission de haut niveau travaillera, à Kinshasa et à Matadi (Province du Kongo Central), avec les experts nationaux du Programme national de la lutte contre le Sida (PNLS) et ceux du Programme national de la lutte contre la tuberculose, avec l'appui des partenaires susmentionnés, dans le but entre autres de : i) Élaborer un plan opérationnel pour la prestation de services différenciés ; ii) Élaborer un plan opérationnel pour le développement du service "guichet unique" pour la tuberculose et le VIH ; iii) Revoir et finaliser le plan de travail ainsi que le budget pour la recherche des cas manquants de tuberculose en République Démocratique du Congo.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Pour tout besoin d'interview, l'équipe technique de l'OMS se fera le plaisir de répondre aux questions dans la mesure du possible.

Situation militaire

(Par le Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i. de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine nous viennent de l'**Ituri**, des territoires de **Rutshuru** et **Lubero** au Nord Kivu, et d'**Uvira** au Sud-Kivu.

Du 21 au 23 septembre 2017, le commandant de la Force MONUSCO, le **Lieutenant-Général Derrick Mgwebi** s'est rendu dans la province de **l'Ituri** où il a interagi avec les autorités provinciales, les représentants des communautés et la société civile. Ces échanges ont été axés sur les approches susceptibles de résoudre les défis de sécurité récurrents dans la région.

La protection des civils demeure au cœur des activités militaires mises en œuvre par la force pour protéger promptement les populations locales contre les activités négatives des groupes armés.

C'est dans ce contexte que des unités de la Brigade d'intervention (FIB), associées avec des forces spéciales, mènent actuellement dans le territoire de **Rutshuru**, une opération conjointe avec les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) contre les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Cette opération a permis la conquête et la destruction complète d'une base FDLR dont nous pouvons penser qu'elle était occupée encore peu avant notre intervention. Même si les occupants avaient fui avant notre intervention, ce type d'opération se poursuivra et nous ne cesserons de perturber leurs plans et leurs activités néfastes aussi longtemps que nécessaire.

Au **Sud-Kivu**, une recrudescence d'activités des Mayi-Mayi Yakutumba a été enregistrée dans le territoire d'**Uvira**. Des dispositifs de contrôle de zone ont été installés et des forces de réaction Rapide ont été dépêchées par endroits pour faire face à toute éventualité.

En étroite liaison avec les Etats-majors des FARDC, la Force de la MONUSCO a d'ores et déjà développé des plans et des activités conjointes pour faire face à cette situation. Le commandant adjoint de la Force devrait rencontrer dans les prochaines heures ses homologues des forces armées congolaises pour faire un point de situation plus complet.

En ligne avec le nouveau mode opératoire, adopté par la Force, basé sur la flexibilité et la mobilité, une base opérationnelle temporaire (SCD) a été déployée le 22 septembre 2017 dans la zone générale de **Jomba** (35 km Sud-Est la Cob **Kiwanja**-province Nord-Kivu) afin de dissuader toute activité négative et renforcer la sécurité des populations locales. De même, une autre base opérationnelle temporaire (SCD) a été projetée le 25 septembre 2017 à **Irangi** (39Km Nord-Ouest **Bunyakiri** province Sud-Kivu). Ce mode de fonctionnement se poursuivra et se développera encore davantage.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Au chapitre des redditions, vingt-six (26) éléments Mayi Mayi Mazembe se sont rendus, le 23 septembre 2017, à la base de **Miriki**. De nombreux équipements militaires comprenant des armes, munitions et moyens de communication, ont été également récupérés.

Enfin, il y a lieu de noter que depuis le début du mois en cours, quatre-vingts huit (88) combattants se sont rendus aux différentes bases de la MONUSCO, suite aux opérations militaires intensives et aux programmes de sensibilisation approfondies, menés par les troupes onusiennes auprès de la population civile et des leaders clés de la société, afin de pousser les éléments des groupes armés à déposer les armes et à rejoindre le processus DDR/RR. Il n'y a pas d'avenir à vivre avec la peur d'être traqués dans la brousse. L'avenir est de déposer les armes et de contribuer à développer votre pays.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01